

Malheureusement pour notre ministre, vers le même temps, le conseiller agricole de l'ambassade anglaise à Washington laissait entendre qu'après la guerre l'Angleterre achèterait son bacon du Danemark, en échange de ses produits industriels; cependant le Danemark n'a pas fait de cadeaux, ni donné sa marchandise en pur don à l'Angleterre.

Par ailleurs, d'après une dépêche de Londres en date du 18 janvier, sir John Anderson annonçait à la Chambre des communes que la Grande-Bretagne payerait comptant une partie de ses achats aux Etats-Unis.

Que l'on cesse de nous leurrer pour justifier nos dons à un pays plus riche que nous. L'Angleterre agira après la guerre selon ses intérêts. C'est ce que nous devons faire, nous aussi.

Dans cette guerre, nous avons joué et nous continuons de jouer le rôle du serviteur qui n'est pas consulté mais qui reçoit les ordres de s'exécuter. Londres dicte, prend des engagements, et nous payons en nous ruinant, et le premier ministre est heureux!

Ces jours derniers, nous avons eu la visite de lord Halifax pour nous dire ce que nous devons faire après la guerre, afin de protéger les possessions de l'Empire. Il oublie que nous vivons en Amérique et que nos voisins sont les Etats-Unis. Qu'il me suffise de dire que la politique du Bloc Populaire Canadien s'inspire de la formule de lord Tweedsmuir: "Le premier devoir de loyalisme d'un Canadien n'est pas envers le Commonwealth britannique, mais envers le Canada". Et nous agissons au gré de nos intérêts, qui sont en Amérique.

Pour une fois, depuis la déclaration de la guerre, le Gouvernement paraît vouloir se préoccuper de l'avenir. Il est cependant en retard sur l'Angleterre, qui s'en préoccupe déjà à peine la guerre commencée. Le discours du trône, en effet, est très prometteur, et en matière de promesses, il dépasse même le programme de réformes sociales annoncé avec fracas par lord Bennett, à la veille des élections générales de 1935. C'est un présage d'élections.

On nous annonce plusieurs mesures d'ordre social. D'abord, nous posons tout de suite comme principe que nous nous opposerons à tout empiètement sur les attributions des provinces, et nous exigeons le respect intégral de l'autonomie provinciale dans l'application des lois.

En lisant le discours du trône, on remarque certains passages qui méritent d'être soulignés. Ainsi, le Gouvernement nous apprend que ses ministres sont résolus, dans la mesure où il est possible, de prévoir l'avenir. C'est un

aveu qu'avant aujourd'hui ils n'avaient pas songé à l'avenir de notre peuple. Nous le savions malheureusement trop.

Plus loin, il est dit:

La famille et le foyer constituent les assises de la vie nationale. Afin d'aider à assurer aux enfants de la nation un minimum de bien-être, ainsi qu'à leur procurer, autant que possible, des avantages égaux dans la bataille de la vie, vous serez appelés à approuver une mesure établissant des allocations familiales.

Quelle découverte de la part du Gouvernement! Le Bloc Populaire Canadien a peut-être sa part de mérite pour l'énoncé de cette réforme, puisque dès sa formation, il y a un an et demi, nous avions placé en tête de notre programme le souci de la famille.

La plupart des réformes sociales annoncées s'imposaient depuis longtemps. Il y a longtemps que je réclame dans cette Chambre, pour l'ouvrier, un salaire de vie, un logement salubre, les moyens d'élever convenablement sa famille, enfin des mesures de bien-être humain.

Je me contente de rappeler mes interventions en faveur d'un meilleur sort pour les ouvriers du textile. L'enquête Turgeon, ordonnée par le Gouvernement, avait révélé des choses intolérables. Comme le rapport restait dans les tiroirs, j'ai, en 1939, attiré l'attention du Gouvernement sur les recommandations du commissaire enquêteur pour y remédier, et proposé un projet de loi pour y donner effet. Le Gouvernement a manœuvré de façon à l'empêcher de franchir les étapes parlementaires. Voilà le souci que le Gouvernement a montré pour l'ouvrier.

De 1930 à 1939, les gouvernements Bennett et King ont donné au peuple des secours directs pour l'empêcher de mourir de faim. De 1939 à date, on lui a donné la guerre, et, après, on lui prépare des taxes pour payer les cadeaux aux nations plus riches que nous. On tente aujourd'hui de faire oublier les promesses violées par de nouvelles promesses; c'est un truc qui ne prend plus.

Quelle que soit la valeur des réformes énoncées dans le discours du trône, un fait subsiste, c'est que le Gouvernement n'a pas la confiance voulue du public pour les mettre à exécution,—et la preuve, vous l'avez dans le résultat des quatre élections complémentaires d'août dernier, alors que le candidat du Gouvernement a été battu dans chacune de ces circonscriptions électorales. Le peuple en a assez des promesses violées. Et ce n'est pas avec de nouvelles promesses, à la veille des élections, qu'il pourra reconquérir cette confiance perdue.

L'année dernière, quand le premier ministre m'a reproché de m'être séparé du parti libéral, en ajoutant que je ne faisais pas honneur à